

*Loi sur les soins médicaux*

Monsieur le président, le bill C-68 vise à contrôler l'accroissement annuel du coût par tête des services fournis en conformité avec le Régime d'assurance-maladie, ou celui de l'assurance médicale. Bref, monsieur le président, le gouvernement veut rationner les services médicaux sous prétexte qu'ils coûtent trop cher. Ce n'est pas parce que les Canadiens n'ont pas besoin de soins, mais parce que ces soins coûtent trop cher. Ce n'est pas que les Canadiens soient tous en bonne santé mais, encore une fois, parce que les soins coûtent trop cher.

Monsieur le président, il existe un proverbe qui dit: La santé c'est la plus grande richesse. Et le gouvernement, pour sa part, dit: La santé d'accord, mais à condition que cela ne coûte pas trop cher. Voilà en effet, monsieur le président, ce que le gouvernement dit aux Canadiens, quand il présente un projet de loi comme celui qui est à l'étude actuellement.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) l'a affirmé très clairement dans un discours qu'il prononçait le 15 septembre dernier devant le Club Richelieu de Montréal, quand il a dit:

Les taux d'expansion de certains services, y compris l'industrie des soins, se situent maintenant au-dessus de nos moyens.

Monsieur le président, le gouvernement sent donc qu'il n'a pas les moyens financiers de permettre aux soins médicaux de se développer pour suffire aux besoins de la population canadienne. Tous ceux qui ont pris connaissance de ce projet de loi sont inquiets, car ils savent que des restrictions financières dans ce domaine auront automatiquement un impact sur la qualité et la quantité des soins médicaux nécessaires aux Canadiens.

C'est d'ailleurs, monsieur le président, ce que faisait remarquer au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social le D<sup>r</sup> Grisdale, président de l'Association médicale canadienne, dans une lettre qu'il lui faisait parvenir le 10 décembre dernier. Il écrivait et je traduis: Devons-nous maintenant considérer le programme Medicare comme un programme dont la principale priorité est financière et qu'à l'avenir le programme sera modéré en fonction des exigences financières du moment et non sur les exigences médicales?

Monsieur le président, je suis convaincu que cette crainte est partagée non seulement par les médecins mais également par tous les Canadiens, et malgré tout le gouvernement croit qu'il contribuera, avec le bill C-68, à corriger la situation économique actuelle. Il espère qu'en coupant sur les dépenses effectuées dans le domaine des soins médicaux, il réglera les problèmes qui paralysent l'économie du pays. En fait, le principal effet de cette loi risque de rendre le domaine des soins médicaux aussi désorganisé et aussi mal en point que l'est le domaine économique.

Encore une fois, monsieur le président, le gouvernement ne voit pas le problème réel. Il ne voit pas la cause première de toutes les difficultés actuelles. Pourtant, cette cause est aussi visible et évidente qu'un éléphant dans un salon. La véritable cause des difficultés actuelles réside dans le système économique et financier dans lequel nous vivons.

Tant et aussi longtemps que le gouvernement ne sera pas prêt à réformer le système actuel, il se frappera le nez contre un obstacle infranchissable. Ce n'est pas en diminuant les services de santé que le gouvernement va améliorer le système économique. Ce n'est pas non plus en contrôlant les prix et les salaires, au moyen d'une armée de fonctionnaires payés à \$50,000 par année, que le gouvernement va résoudre le problème de l'inflation. Ce n'est pas non plus, monsieur le président, en laissant des centaines

d'entreprises faire faillite que le gouvernement va améliorer la situation. Non, monsieur le président. Si le gouvernement veut vraiment régler les problèmes qui désorganisent notre économie, il faudra qu'il s'attaque aux racines du mal, c'est-à-dire au système monétaire et financier. Monsieur le président, les créditistes ne se sont jamais gênés pour faire connaître leurs solutions.

● (1650)

Depuis qu'il y a des créditistes au Parlement, le gouvernement n'a jamais eu d'excuse au sujet de son inaction. Le gouvernement s'est certainement rendu compte que tant qu'il existera un écart entre la production disponible et le pouvoir d'achat entre les mains des consommateurs, le système économique continuera à fonctionner de travers. Les créditistes disent qu'il faut augmenter le pouvoir d'achat des individus, pour qu'ils puissent avoir accès aux biens et aux services disponibles, et surtout aux services et aux biens se rapportant à la santé. Monsieur le président, j'ai bien dit aux biens et aux services disponibles.

En effet, il n'y a personne qui oserait dire qu'ici, au Canada, il n'y a pas les moyens techniques d'assurer à tous les citoyens canadiens des soins médicaux de première qualité en fonction de tous et de chacun. Il y a des médecins, et à ce sujet j'aimerais ouvrir une parenthèse. Il y a des médecins, mais pas partout. Dans les grandes régions, oui. Mais dans les régions comme la nôtre, non. Des hôpitaux, oui, il y en a également. De la technologie et des médicaments aussi. Que manque-t-il, monsieur le président? Le ministre l'a dit, ce qui manque c'est l'argent. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas de médecins que le ministre de la Santé veut réduire les soins médicaux au pays. Ce n'est pas non plus parce qu'il n'y a pas de médicaments. C'est parce qu'il trouve qu'il en coûte trop cher. C'est parce qu'il croit que c'est au-dessus de nos moyens. On pourrait se demander s'il est logique de tenir un pareil raisonnement. Nous avons tout ce qu'il faut au niveau des compétences, de la technique et des produits. Cependant, il faudra se priver, il faudra se passer de soins médicaux. Pourquoi, monsieur le président? Parce que le ministre nous a dit que nous n'avons pas assez d'argent.

Les créditistes disent, eux, que le pouvoir d'achat, l'argent disponible, doit correspondre à nos capacités physiques, à nos moyens techniques et physiques. Un système dans lequel nous privons les gens de soins médicaux sous prétexte que l'argent est rare est un système de fous. Pourtant, c'est ce que le ministre propose. Il dit qu'il en coûte trop cher, qu'il faut limiter l'accroissement des soins médicaux même si les médecins disent qu'ils ne peuvent donner plus de soins qu'ils n'en donnent présentement.

Si nous avons les moyens techniques et les médecins nécessaires pour donner plus de soins, et ici je tiens à répéter que dans certaines régions, comme dans les grandes villes, il existe des médecins, mettons le système financier au service de l'homme afin de répondre aux besoins en fonction de nos capacités réelles, et non pas de nos capacités financières. Les créditistes veulent que le système financier soit au service de l'homme, et non l'homme au service du système financier. Toute la différence entre le programme du gouvernement et le programme du Crédit social est là. Le gouvernement ne veut pas changer le système financier, mais il préfère réduire les soins médicaux. Il préfère s'en prendre au système de production et acculer des entreprises à la faillite. Tout cela parce qu'il en coûte trop cher au système financier.

Je pense, monsieur le président, que le gouvernement aurait intérêt à étudier sérieusement ce que les créditistes